

Discours d'acceptation
du Prix Marcel Rudloff pour la tolérance de 2010
par l'Ambassadeur Jacques Paul Klein

Le 12 mars 2010, au Palais des Droits de l'Homme, Strasbourg

Monsieur Hirn, Président de l'Association des Amis de Marcel Rudloff,
Monsieur Oster, Président du Jury,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité de sélection,
Madame Hélène Rudloff, fille de Monsieur Marcel Rudloff,
Monsieur le Sénateur Richert,
Monsieur Ries, Maire de Strasbourg,
Monsieur Reichardt, Président de la Région Alsace,
Monsieur Bauer, Maire de Sélestat,
Monsieur l'Ambassadeur Carver, Consul général des Etats-Unis,

Distingués invités, chers collègues, chers amis et membres de ma famille,

C'est pour moi un honneur et un privilège très particuliers d'être parmi vous aujourd'hui pour la remise du Prix Marcel Rudloff pour la Tolérance de 2010. Ce prix porte le nom d'un homme au talent extraordinaire qui a, tout au long de sa vie professionnelle, servi la société et les Alsaciens. M. Rudloff est un personnage historique qui occupe une place d'honneur dans l'histoire de notre région et dans le cœur des Alsaciens.

Au cours de ma vie professionnelle, j'ai été officier, diplomate, et, plus récemment, responsable de trois grandes missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Pendant une grande partie de ces années, je me suis concentré sur les menaces pesant sur le monde occidental, le maintien de la paix et son rétablissement. Ces quinze dernières années, j'ai directement participé aux efforts visant à ramener la sécurité dans plusieurs pays d'Europe et d'Afrique pour permettre le retour à une vie normale et faciliter la réconciliation dans les Etats déchirés par des conflits interethniques.

J'ai été témoin d'actes de cruauté extrême et de massacres perpétrés au sein de populations qui partagent le même ADN et les mêmes origines ethniques, j'ai vu des gens manipulés par les propos haineux de criminels politiques, de dirigeants corrompus et de ploutocrates qui déformaient l'histoire pour attiser le nationalisme à des fins politiques.

Les propagateurs de ces discours haineux ont fait se déchaîner les forces les plus sombres qui animent l'être humain – “ la bête sauvage ” comme l'a nommée Ivo Andric, “ qui vit en chaque homme et se manifeste une fois levées les barrières des lois et des coutumes”.

Au Rwanda, 800 000 personnes ont été massacrées. Dans les Balkans, 230 000 personnes ont perdu la vie et des millions d'autres se sont retrouvées sans abris et ont dû trouver refuge hors de leur pays. En Afrique, des millions d'innocents ont été tués et des millions d'autres ont tout perdu et sont allés grossir les rangs des réfugiés et des déplacés.

A long terme, le résultat de cette folie collective est que dans beaucoup de ces pays, toute une génération a perdu espoir dans l'avenir. « La tragédie de la vie », comme mon compatriote alsacien, Albert Schweitzer, l'a dit un jour « c'est ce qui meurt en nous alors que sommes vivants ». Tout ceci nous rappelle aussi, et combien tristement, que la civilisation n'est qu'une mince couche de verni.

Nous savons que les marchands de haine et de violence détestent profondément la culture. La culture symbolise pour eux la transformation et la continuité de l'éducation, de la tradition, de la philosophie, de l'art, de la musique et, surtout, des idées. Les tyrans du passé et ceux qui les imitent aujourd'hui exècrent toutes ces choses, car elles représentent l'antithèse de leurs appels à la violence, de leur cruauté, de la peur qui les habite et de la haine qui les anime.

Ce n'est pas par hasard que les premières cibles de la violence sont toujours les églises, les synagogues, les monastères et les mosquées. Attaquer les lieux de culte, c'est attaquer les communautés. C'est vouloir briser l'esprit des communautés. Et c'est bien montrer qu'il n'y a rien de sacré.

À plusieurs reprises au cours du XXème siècle, nous avons été les témoins de l'impuissance de l'Occident face aux forces du mal – de l'Arménie à l'Holocauste en passant par le Rwanda, Srebrenica et le Darfour.

Nous avons appris que la tolérance et la coexistence pacifique de plusieurs groupes ethniques ne vont pas de soi. Elles doivent être nourries, entretenues et renforcées. Et lorsqu'elles sont en péril, chacun de nous doit les défendre, tant par intérêt que pour des raisons morales. Comme l'a écrit Edmond Burke : « il suffit que l'homme bon reste passif pour que le mal triomphe ». Trop souvent au cours de l'histoire, nous sommes restés passifs face à des injustices flagrantes, nous avons laissé des massacres d'innocents se dérouler sous nos yeux, nous avons laissé le mal triompher.

Cette folie autodestructrice n'est pas l'apanage des peuples d'Europe méridionale et centrale, d'Afrique ou du Moyen Orient – peu d'Etats en fait ont une histoire sans aberrations. Dans beaucoup de nos pays, des minorités ont été maltraitées et exploitées pour des raisons politiques, ethniques et religieuses. Toutefois, et fort heureusement, nous avons commencé à comprendre ce que tout bon psychiatre sait : celui qui ne sait pas qu'il a un problème ne peut être guéri. Nous avons été capables de reconnaître nos erreurs, de commencer à réparer nos torts, de corriger ce qui devrait l'être et de remédier aux injustices commises.

Face aux erreurs du passé, nous devons non seulement tenter d'extirper le mal, mais aussi nous efforcer d'édifier un avenir collectif qui réponde à nos espoirs de paix, de justice et de dignité.

Au cours de ma carrière, j'ai pu constater par moi-même que les Etats sont comme des organes humains et qu'il existe des virus bien plus dangereux pour eux qu'un ennemi armé. Les Etats peuvent tomber malade ; ils peuvent être atteints de tribalisme, de racisme, de nationalisme, de fascisme ou de xénophobie.

Ces virus ont une puissance destructrice bien plus grande encore lorsque l'appareil politique est affaibli par l'autoritarisme et la corruption ou lorsque l'appareil étatique a corrompu les défenses naturelles que sont normalement l'état de droit, des médias indépendants ou encore des milieux universitaires critiques. Comme nous le rappelle Herbert George Wells, « l'histoire de l'humanité devient de plus en plus une course entre l'éducation et la catastrophe ». Dans l'ex-Yougoslavie et sur le continent africain, il n'y avait qu'un pas entre l'homme politique et le prophète, et c'est ce qui a fait se déchaîner les forces les plus sombres qui animent l'être humain.

Les actes de terrorisme de ces dernières années ont confirmé ce que nous savions : aucune personne, aucun pays et aucun continent n'est à l'abri. Les ennemis de la libre expression, de la tolérance, et de la liberté religieuse nous attaqueront toujours pour ce que nous sommes, plutôt que pour ce que nous faisons. Notre culture fondée sur la liberté, la démocratie constitutionnelle, la liberté religieuse et l'économie de marché, toujours en mouvement, menace les théocraties, les autocraties et toutes les formes de totalitarisme.

Les menaces auxquelles nous devons faire face résultent du mélange explosif de fanatisme et de pauvreté qui existe dans une grande partie du monde. Nous ne saurions sous-estimer, comme l'a écrit quelqu'un un jour, « la rage et le désespoir de ceux qui, n'ayant fait leur entrée que tardivement dans le monde moderne, perçoivent son idéologie première, la démocratie, comme une illusion parmi d'autres ».

Nous avons la chance d'être parmi les quelques pays qui savent faire de la diversité un atout. J'ose croire que nous sommes des nations fondées sur des idéaux et non sur la race, les ascendants ou des classes héréditaires. Qu'est-ce qui fait que nos pays fonctionnent malgré la multiplicité des religions, des races, des origines ethniques et même des idéologies qui cohabitent ? C'est notre foi fondamentale dans les droits de l'individu et la protection de ces droits dans un système où la légalité est respectée.

C'est bien, après tout, la primauté du droit qui forme la base de toute société démocratique. C'est elle qui huile les rouages de notre société et crée un environnement dans lequel l'individu peut se développer, s'épanouir et prospérer.

L'histoire n'a cessé de montrer que les conflits sont souvent les conséquences inévitables du refus de reconnaître les droits individuels et l'égalité. Il y aura toujours des conflits s'il est décrété que les gens appartiennent une fois pour toutes à un groupe donné et si tous ne sont pas considérés comme des individus à part entière ayant des droits et des libertés inaliénables en tant que membre égaux d'une société mondiale juste.

Nous devons tous participer à l'édification d'une société juste. Ceux qui défendent la non-implication feraient bien de relire attentivement ce que Gibbon a écrit dans son œuvre riche et originale, « L'Histoire d'Athènes » : il a dit « Athènes a cessé d'être libre lorsque la liberté la plus recherchée est devenue l'absence de responsabilité ».

Il convient également de se rappeler la vision de l'avenir qu'a exposée Victor Hugo dans le discours qu'il a fait au Congrès de la Paix à Paris en 1851. Il a dit : « Le jour viendra où nous n'aurons plus de champs de bataille, mais des marchés ouverts au commerce, et des esprits ouverts aux idées nouvelles. Le jour viendra où les balles et les bombes seront remplacées par des scrutins et le suffrage universel... et le jour viendra où le canon sera une pièce de musée, où les Etats Unis d'Amérique et les Etats Unis d'Europe, se tendant la main, échangeront leurs produits, leurs œuvres de génie, travaillant de concert par-delà les frontières pour assurer le bien être de l'humanité toute entière ».

159 ans plus tard, nous n'avons manifestement pas pleinement réalisé la vision de Victor Hugo. Mais notre volonté d'y parvenir ne doit jamais défaillir. Il nous faut chérir cette vision et ne jamais abandonner le rêve qu'elle incarne.

En ce qui concerne nos responsabilités individuelles et notre engagement personnel, laissons-nous guider par les propos d'Albert Schweitzer, qui a écrit : « Quoi que vous ayez reçu de plus que d'autres en termes de santé, de talents, de capacités, de succès, d'une enfance heureuse, ou d'une vie harmonieuse, tout cela vous ne devez pas le considérer comme acquis. Ces choses ont un prix, que vous devez payer en faisant don de vous-même pour les autres ».

René Schickele est une personne qui fit de grands sacrifices.

- En 1914, il écrit le livre « Benkal, der Frauentroester » qui s'avère être l'image prophétique de la guerre qui se préparait. Cet ouvrage, qui expose la brutalité de l'appareil militaire, lui vaut d'être déclaré persona non grata en Allemagne.
- Il quitte ensuite Berlin pour Zurich, où son magazine devient un phare pour la pensée antimilitariste et anti-impérialiste.
- En 1916, il écrit une pièce intitulée « Hans im Schnokaloch » qui traite de la souffrance d'une ville qui change de mains plusieurs fois pendant les combats. La pièce connaît un succès immédiat et est très rapidement interdite par les censeurs militaires allemands, qui la jugent trop pacifiste. Les censeurs français, y voyant de la propagande allemande, l'interdisent aussi.
- René Schickele a consacré une grande partie de sa vie à combattre ce qu'il considérait comme l'oppression de l'individualité de l'Alsace, par la France autant que par l'Allemagne.
- À la fin de la deuxième guerre mondiale, René Schickele rentre en Alsace pour y commencer ce qui deviendra une grande trilogie. « Maria Capponi » (en 1925), « Blick auf die Vogesen » (en 1927) et « Der Wolf in der Hurde » (en 1931).
- Dès 1932, il prévoit le risque d'une prise de pouvoir par les Nazis. Il est passionnément attaché à ce que la France et l'Allemagne se comprennent. La tournure que prennent alors les événements politiques lui brise le cœur et lui tourmente l'esprit. Quand la guerre éclate, il quitte l'Alsace. Il mourra à Vence, dans les Alpes-Maritimes.

Dans sa trilogie, son personnage principal a à peine traversé le Rhin qu'il se retourne et dit :

« Et je me suis alors mis à lire ma « prière à la frontière », en me souhaitant tout au long de la journée qu'Allemands et Français parviennent à ce port avec générosité et légèreté, qu'ils se considèrent comme des frères, comme leur destin devrait leur dicter. Trotz allem ! Quand-même ! »

En conclusion, laissez-moi vous dire qu'il ne fait aucun doute pour moi que la Révolution française a été d'une importance capitale pour l'Histoire de l'Alsace et qu'en dépit de l'héritage provincial et historique de l'Alsace, l'impact politique et sociologique de la Révolution a lié de façon inextricable l'Alsace à la France.

Au cours de la Révolution et sous l'Empire, l'Alsace a produit 62 maréchaux et généraux. 28 de leurs noms sont d'ailleurs inscrits à l'Arc de Triomphe.

Plus tard, pendant la Première Guerre mondiale, 161 officiers généraux étaient des Alsaciens et des milliers de jeunes Alsaciens ont rejoint la France pour la servir.

Entre 1870 et la Première Guerre mondiale, 70% des membres de la Légion étrangère étaient des Alsaciens. La chanson qu'ils chantaient pendant leur marche le reflète d'ailleurs bien. Vous connaissez tous le refrain : « Tiens, voilà du boudin, voilà du boudin, voilà du boudin pour les Alsaciens, les Lorrains et les Suisses... ».

Je suis sûr que vous vous rappelez tous aussi de la réponse de Napoléon lorsque le Général Berthier lui a fait remarquer que ses maréchaux et généraux ne parlaient pas très bien le français. L'Empereur, qui n'était pas connu pour être particulièrement tolérant, a répondu que ça lui était bien égal s'ils ne parlent pas bien le français. Ce qui comptait, c'est qu'ils sabrent en français.

En somme, permettez-moi de dire que si l'on définit la nationalité en fonction de l'identification subjective par un groupe de son propre destin, alors les Alsaciens sont, de façon permanente, français. Et si l'Alsace, tout en conservant son individualité, peut se transformer en un autre pont entre la France et l'Allemagne, elle aura alors réalisé pleinement le destin historique et géographique de notre région.